

ATIONS UNIES  
SSEMBLEE  
ENERALE



Distr.  
GENERALE  
A/4013  
28 novembre 1958  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Treizième session  
Points 43 et 44 de l'ordre du jour

BUDGET ADDITIONNEL POUR L'EXERCICE 1958  
(TROISIEME PARTIE)

PROJET DE BUDGET POUR L'EXERCICE 1959

Prévisions concernant les dépenses du Groupe d'observation  
des Nations Unies au Liban et les dépenses découlant de la  
résolution adoptée par l'Assemblée générale le 21 août 1958  
[résolution 1237 (ES-III)]

Vingt-huitième rapport du Comité consultatif pour les questions admi-  
nistratives et budgétaires à l'Assemblée générale (treizième session)

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Secrétaire général (A/C.5/763) sur les prévisions concernant : a) les dépenses du Groupe d'observation des Nations Unies au Liban pour la période du 13 juin 1958 au 31 décembre 1958 et, le cas échéant, pour 1959; b) les dépenses découlant, pour 1958 et 1959, de la résolution 1237 (ES-III) adoptée par l'Assemblée générale le 21 août 1958. En examinant les prévisions relatives aux dépenses de la catégorie a), le Comité consultatif a tenu compte de la décision de retirer du Liban le Groupe d'observation.
2. Le Comité consultatif a également examiné les propositions que le Secrétaire général formule aux paragraphes 15 et 16 de son rapport (A/C.5/763) en ce qui concerne les diverses possibilités qui s'offrent à l'Assemblée générale : a) pour ouvrir les crédits nécessaires en vue de couvrir les dépenses précitées; b) pour faire face aux dépenses qui continueront à être engagées en 1959.

Groupe d'observation des Nations Unies au Liban

Prévisions de dépenses pour 1958

3. Les prévisions pour 1958, telles qu'elles figurent dans le document A/C.5/763, ont été établies avant qu'il ne soit décidé de mettre fin au mandat du Groupe d'observation et s'élèvent à 3.800.000 dollars. D'après les renseignements dont dispose le Comité consultatif, ces prévisions peuvent maintenant être réduites de 185.000 dollars environ, c'est-à-dire ramenées à 3.615.000 dollars, dont 2.040.000 dollars pour les dépenses de personnel et 1.575 dollars pour les dépenses d'opérations. Cette réduction se répartit comme suit : 4.000 dollars sur les dépenses relatives aux membres du Groupe d'observation (partie A, chapitre I), 150.000 dollars pour l'indemnité de subsistance du personnel militaire (partie A, chapitre II a) ii)), 6.000 dollars pour l'indemnité de subsistance du personnel civil (partie A, chapitre III b) iii)) et 25.000 dollars sur l'ensemble des dépenses d'opérations prévues à la partie B.

4. Le Comité consultatif a été informé de temps à autre du montant approximatif des crédits additionnels qui seraient demandés dès que le total des sommes nécessaires pourrait être établi avec quelque précision. Dans l'intervalle, pour faire face aux obligations au fur et à mesure, le Secrétaire général a obtenu l'assentiment du Comité consultatif pour engager des dépenses jusqu'à concurrence de 4 millions de dollars en 1958 au titre des dépenses imprévues et extraordinaires qui ont trait au maintien de la paix et de la sécurité; ce montant comprenait les 2 millions de dollars jusqu'à concurrence desquels le Secrétaire général était déjà autorisé à engager des dépenses en vertu du paragraphe 1 a) de la résolution 1231 (XII) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1957. C'est pourquoi le Comité, tout en soumettant les prévisions à un examen aussi minutieux que de coutume, a tenu compte du fait que l'essentiel des crédits demandés en l'occurrence est destiné à couvrir des dépenses qui ont déjà été engagées.

5. D'autre part, le Comité consultatif s'est spécialement préoccupé de diverses questions relatives à l'organisation et au contrôle administratifs et financiers, ainsi que des plans destinés à mettre fin à la mission dans de bonnes conditions et à liquider ses avoirs de façon économique. Il convient de noter que c'est la première fois que l'Organisation doit mettre fin à une entreprise aussi importante.

/...

6. Le Comité consultatif est heureux d'apprendre que, malgré la rapidité avec laquelle la mission a été créée, on a pu mettre sur pied les principaux éléments d'un dispositif administratif satisfaisant quelques jours seulement après l'arrivée des premiers observateurs. Dès le tout début, le fonctionnement de l'appareil administratif a été assuré de façon satisfaisante grâce au concours d'un personnel compétent prêté par le Siège de l'Office de secours et de travaux. D'autres bureaux et missions des Nations Unies ont procuré au groupe d'observation du personnel, du matériel et des fournitures dans des délais très courts. En outre, le Comité a constaté que les méthodes suivies pour assurer, en matière d'administration et de contrôle, la coordination et la coopération nécessaires entre le personnel militaire et le personnel civil étaient satisfaisantes.

7. En ce qui concerne la liquidation de la mission, le Comité consultatif prend note du plan de retrait de la mission, exposé dans le document S/4116, aux termes duquel les postes et les postes auxiliaires situés en dehors de Bayrouth seront fermés au cours de la période du 26 au 30 novembre, et le personnel militaire sera progressivement retiré du Liban entre le 28 novembre et le 10 décembre environ, sous réserve que l'on puisse trouver les places voulues dans des avions des lignes aériennes commerciales. Pour reviser les prévisions de dépenses, on a estimé que la réduction de l'effectif militaire total (environ 600 militaires), se ferait par étapes, comme suit :

Au 30 Novembre, réduction portant sur 300 militaires;

Au 7 décembre, nouvelle réduction portant sur 150 militaires;

Au 14 décembre, nouvelle réduction portant sur 100 militaires.

Il convient de noter qu'en faisant ces calculs, on a prévu le maintien en fonctions, au-delà du 14 décembre, d'un faible effectif qui occupe des postes-clé et qui, avec le personnel civil restant, participerait à l'exécution des diverses tâches nécessaires au dernier stade de la liquidation.

8. En ce qui concerne le personnel civil, le Comité consultatif croit comprendre qu'il sera possible, d'ici le 15 décembre, de réduire d'au moins 25 personnes l'effectif actuel (125) du personnel recruté sur le plan international. Après cette date, le rythme de réduction sera fonction de la nécessité de veiller au caractère ordonné de la liquidation de la mission. A cet égard, il a été indiqué

/...

au Comité que le Secrétaire général compte opérer cette liquidation dans des délais aussi brefs que possible, mais que, selon toute probabilité, il faudra néanmoins conserver un très faible effectif pendant un certain temps après le 31 décembre 1958. Il s'agirait essentiellement de fonctionnaires chargés de l'inventaire et de la liquidation du matériel ainsi que du personnel s'occupant d'arrêter les comptes et de régler les questions connexes.

9. Quant au personnel temporaire engagé au Siège pour remplacer les fonctionnaires détachés auprès de la mission ou pour faire face au surcroît de travail, le Comité consultatif a reçu l'assurance qu'il serait mis fin à l'engagement des intéressés dès que les tâches en question auraient été menées à bien. Certains des agents temporaires ont déjà quitté le service de l'Organisation, et le Comité compte que la question sera constamment suivie à l'occasion du contrôle normal du tableau d'effectifs.

10. Le Comité consultatif a accordé une attention particulière aux dispositions prises pour céder la quantité considérable de moyens de transport et de matériel radio et autre dont le Groupe d'observation était doté pour ses opérations. Le Comité a été informé à cet égard que l'on ne ménagerait aucun effort pour se défaire de ces articles dans des conditions aussi avantageuses que possible. On envisage notamment de rendre, moyennant paiement, le plus grand nombre possible de ces divers articles aux Etats qui les ont fournis. Tel serait particulièrement le cas pour les articles qui n'ont pas encore été utilisés et pour divers autres qui se prêtent à cette opération. Certains articles seraient gardés pour les missions et programmes de l'ONU déjà en cours, notamment pour la Force d'urgence des Nations Unies et l'Organisme chargé de la surveillance de la trêve en Palestine. Le matériel en question serait entreposé en lieu sûr dans la région, pour être remis, sur demande, aux missions qui ont droit à du matériel de cette nature, et les comptes intéressés seraient ajustés en conséquence. A cette fin, il faudrait rassembler tout le matériel à Beyrouth, d'où il serait dirigé sur le quartier général de la FUNU ou de l'Organisme de surveillance de la trêve pour être entreposé dans des conditions garantissant qu'il serait, sans dépenses supplémentaires excessives, gardé et entretenu de manière satisfaisante. Les articles que l'on n'envisage pas d'utiliser dans un avenir proche seraient vendus au meilleur prix possible.

/...

11. Le Comité consultatif a reçu l'assurance que des fonctionnaires compétents se trouvant à Beyrouth s'occuperaient des divers aspects de la liquidation conformément aux instructions concernant la procédure à suivre pour chacune des diverses catégories de matériel. Toutes les mesures qu'on se propose de prendre en vue de se défaire du matériel seront communiquées au Siège, à New-York, pour autorisation préalable du Service de vérification du matériel de l'ONU. On pense que ces diverses opérations prendront un certain temps et ne seront vraisemblablement pas terminées avant le début de l'année prochaine.

12. Après examen des prévisions, le Comité consultatif estime que les dépenses de 1958 pour le Groupe d'observation pourraient être limitées à 3.600.000 dollars au total.

Reliquat de dépenses en 1959

13. Etant donné les circonstances mentionnées aux paragraphes 8 et 11 ci-dessus, il est possible qu'il y ait un reliquat de dépenses à couvrir en 1959. Le Comité consultatif en a tenu compte pour recommander pour 1959 (paragraphe 22, alinéa c)) un crédit correspondant à ce reliquat éventuel ainsi qu'aux dépenses découlant pendant l'année de la résolution 1237 (ES-III) de l'Assemblée générale.

Dépenses découlant de la résolution adoptée  
par l'Assemblée générale le 21 août 1958  
/résolution 1237 (ES-III)/

14. Le Secrétaire général a également présenté (A/C.5/763) des prévisions budgétaires concernant les arrangements pratiques envisagés dans son rapport du 29 septembre 1958 à l'Assemblée générale (A/3934), concernant les questions visées par la résolution 1237 (ES-III). Conformément à ces arrangements, la Jordanie accueillerait un représentant de l'Organisation des Nations Unies, assisté du personnel approprié, qui serait chargé, en qualité de représentant spécial du Secrétaire général, de contribuer à la mise en oeuvre de la résolution 1237 (ES-III) de l'Assemblée générale. En outre, on envisage de créer des bureaux de liaison annexes à Beyrouth et à Damas.

/...

Prévisions pour 1958

15. Pour la période allant jusqu'au 31 décembre 1958, les dépenses prévues s'élèvent à 120.000 dollars, dont 86.000 dollars pour les dépenses de personnel et 34.000 dollars pour les dépenses d'opérations.
16. Dans l'examen de ces prévisions, le Comité consultatif a tenu compte de ce qui est dit au paragraphe 14 du rapport du Secrétaire général (A/C.5/763), à savoir qu'il n'a pas été possible d'exposer en détail, selon la procédure budgétaire normale, les besoins de cette mission. Le Comité croit savoir à cet égard que la mission se développe graduellement selon un plan soumis par le Représentant spécial après consultation des autorités jordaniennes compétentes.
17. Le Comité consultatif a néanmoins étudié les progrès accomplis jusqu'à présent en ce qui concerne l'installation de la mission, ainsi que les indications disponibles quant à son développement probable dans l'avenir immédiat. Le Comité a appris qu'au total 32 fonctionnaires recrutés sur le plan international ont jusqu'ici été affectés à la mission à Amman. En dehors du Représentant spécial, il y a 5 administrateurs chargés de fonctions politiques et administratives, 5 fonctionnaires des services linguistiques, 10 secrétaires et commis et 11 agents du Service mobile qui s'occupent principalement de la sécurité et des communications radio. Il est indiqué au paragraphe 14 du rapport du Secrétaire général (A/C.5/763) qu'on envisage de porter l'effectif, au début de 1959, à une soixantaine de fonctionnaires recrutés sur le plan international. Ce personnel supplémentaire sera apparemment surtout destiné aux deux bureaux annexes de Beyrouth et de Damas, qui n'ont pas encore été créés, ainsi qu'au groupe du Service mobile chargé de la sécurité et des communications. Le Comité consultatif espère que le Secrétaire général ne perdra pas de vue la question de l'effectif, notamment pour ce qui est des secrétaires et commis, et veillera à ce qu'il corresponde aux besoins essentiels.
18. En ce qui concerne les postes temporaires destinés au remplacement du personnel détaché, le Comité consultatif croit comprendre qu'il n'a pas été nécessaire jusqu'à présent de recourir dans une mesure notable aux crédits ouverts à cette fin pour 1958.
19. En conséquence, le Comité estime qu'il convient de prévoir un montant de 100.000 dollars pour les dépenses de 1958 à ce titre.

/...

### Prévisions pour 1959

20. Pour 1959, le Secrétaire général a prévu des dépenses ordinaires mensuelles de 50.000 dollars en moyenne, compensées en partie par des recettes de l'ordre de 4.000 dollars provenant de l'imposition du personnel. Les dépenses extraordinaires sont évaluées provisoirement à 45.000 ou 50.000 dollars.

### Procédure budgétaire

21. Le Comité consultatif estime qu'en vertu du règlement financier, les crédits nécessaires tant pour le Groupe d'observation que pour l'application de la résolution 1237 (ES-III) devraient être inscrits au budget ordinaire de l'ONU. Par suite, les dépenses de ces deux catégories à faire en 1958 devraient être couvertes par des crédits additionnels au titre du budget de 1958. Pour 1959, bien qu'il soit difficile de prévoir avec exactitude les besoins globaux, il serait approprié, compte tenu des difficultés de trésorerie que l'Organisation connaîtra vraisemblablement en 1959, d'inscrire au budget un montant de 500.000 dollars.

### Recommandations du Comité consultatif

22. Etant donné les considérations qui précèdent, le Comité consultatif recommande :

- a) D'ouvrir à l'article premier d'un nouveau chapitre 4 a) du budget de 1958 un crédit additionnel de 3.600.000 dollars pour le Groupe d'observation des Nations Unies au Liban;
- b) D'ouvrir à l'article II du chapitre 4 a) du budget de 1958 un crédit additionnel de 100.000 dollars pour l'application de la résolution 1237 (ES-III);
- c) D'inscrire dans un nouveau chapitre 4 a) du budget de 1959 un crédit additionnel de 500.000 dollars pour couvrir le reliquat des dépenses du Groupe d'observation et les dépenses découlant, en 1959, de la résolution 1237 (ES-III);
- d) De maintenir, sans augmentation, à 2 millions de dollars le montant inscrit à l'alinéa a) du paragraphe 1 du projet de résolution relatif aux dépenses imprévues et extraordinaires de 1959, recommandé par le Comité consultatif (A/3860, paragraphe 4)<sup>1/</sup>;

- e) De demander au Secrétaire général de rendre compte au début de 1959, au Comité consultatif, de la liquidation du Groupe d'observation et de la suite donnée à la résolution 1237 (ES-III), étant entendu que pour toute dépense qui, dans ce deuxième cas, dépasserait 40.000 dollars par mois, des renseignements détaillés seraient fournis au Comité<sup>1/</sup>.

-----

---

<sup>1/</sup> Dans ces conditions, le montant de 500.000 dollars recommandé pour 1959 permettrait de couvrir les dépenses ordinaires pendant dix mois (400.000 dollars) et les dépenses extraordinaires (50.000 dollars), tout en laissant un solde d'environ 50.000 dollars pour le reliquat de dépenses du Groupe d'observation.